

ÉTHIOPIE

Il faut libérer les défenseurs des droits de l'homme arrêtés lors d'une campagne de répression gouvernementale.

Index AI : AFR 25/21/97

Amnesty International a appelé aujourd'hui les autorités éthiopiennes à relâcher immédiatement sept dirigeants de la Ligue des droits de l'homme (LDH) récemment fondée, ainsi que plusieurs membres ou représentants importants d'organisations oromo, interpellés ces dernières semaines dans le cadre d'une opération menée par le gouvernement contre les partisans présumés du Front de libération Oromo (FLO).

« L'arrestation de ces personnes a pour unique motif, soit la position publique qu'elles ont prise contre les violations des droits de l'homme commises à l'encontre des membres de l'ethnie oromo, soit leurs activités associatives pacifiques au service des Oromo, a déclaré l'Organisation. Il s'agit de prisonniers d'opinion qui n'auraient jamais dû être appréhendés. »

Parmi les personnes interpellées, on peut citer Garoma Bekelle, secrétaire général de la LDH et ancien journaliste, Beyene Abdi, 72 ans, ancien juge et parlementaire sous le règne de l'empereur Haïlé Sélassié, qui occupe un poste de responsabilité au sein de l'association d'aide sociale Meeha Tuléma depuis de nombreuses années, Beyene Belissa, 50 ans, cadre supérieur de l'Agence éthiopienne de télécommunications, amputé d'une jambe et particulièrement éprouvé par des conditions carcérales difficiles, et enfin Gabissa Lemessa, 55 ans, comptable de l'antenne éthiopienne de l'association Save the Children Fund, dont le siège se trouve au Royaume-Uni. Addisu Beyene, autre membre fondateur de la LDH et secrétaire général de l'Association de secours en faveur des Oromo, organisation humanitaire dissoute par le gouvernement en 1996, est également détenu.

Après avoir comparu en justice, ces personnes ont été maintenues en détention provisoire sans inculpation. Le 24 novembre, le juge les a autorisés à recevoir la visite de leurs proches, d'avocats et de médecins, ce qui leur était refusé jusque-là. De plus, une canne a été fournie à Beyene Belissa.

La police a affirmé que ces personnes apportaient un soutien - financier entre autres - au Front de libération oromo (FLO), qui lutte contre le gouvernement dans la région oromo. Les autorités accusent maintenant le FLO d'être responsable des attentats à la bombe commis à Addis-Abeba et à Harar cette année - ce que le FLO a nié - et ont mentionné le nom de trois personnes également inculpées à ce titre, qui sont actuellement détenues au secret sans avoir été inculpées ni avoir comparu en justice.

La Ligue des droits de l'homme a été fondée au sein de la communauté oromo à Addis-Abeba en décembre 1996. Ses objectifs déclarés consistent à apporter aux citoyens des informations sur les droits de l'homme, à signaler les violations de ces droits et à fournir une aide juridique aux victimes de violations. Cette organisation a déposé une demande d'enregistrement officiel et s'appretait à tenir à Addis-Abeba un atelier sur les normes relatives aux droits de l'homme lorsque les arrestations ont eu lieu.

L'Association de secours en faveur des Oromo, dont les fondateurs comprennent Christian Aid, Norwegian People's Aid, Comic Relief et la Commission européenne (cette dernière s'étant retirée), est allée en justice pour contester sa dissolution par le gouvernement et la saisie de ses biens.

L'association Mzecha Tulzema, organisation oromo d'aide sociale fondée au cours des années 60, bénéficie d'un statut officiel.

Les appels d'Amnesty International s'inscrivent dans une campagne de lutte contre les violations des droits de l'homme commises sur une grande échelle en Éthiopie, qui comprennent un nombre élevé de détentions arbitraires, de "disparitions", de cas de torture et d'exécutions extrajudiciaires, et touchent plus particulièrement les civils dans les zones où sévissent des conflits armés 1